

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 669

semaine du
26 août au
1^{er} septembre
2021



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Rentrée scolaire : le ministre met l'école publique en danger

Dans quelles conditions s'annonce la rentrée scolaire que prépare le ministre Blanquer? Il revient sans cesse dans les médias sur la situation sanitaire, l'évolution de l'épidémie, la vaccination... mais force est de constater que la prochaine rentrée sera marquée avant toute chose, derrière le chaos, par un bouleversement sans précédent de l'école publique et de son fonctionnement, sous prétexte de la situation sanitaire.

La crise sanitaire est une aubaine pour de nombreux secteurs du capital financier qui engrangent des milliards de profits. Le gouvernement l'utilise aussi pour accentuer son offensive contre les libertés, les garanties collectives et les acquis de la classe ouvrière. Le droit à l'instruction et à la qualification, donc l'existence de l'école publique, gratuite, laïque et obligatoire, n'échappe pas à leurs préoccupations.

Dans une interview au *Journal du dimanche* (22 août), le ministre Blanquer indique que la rentrée s'effectuera au niveau 2 de son protocole, ce qui implique l'éviction des élèves non vaccinés en cas de Covid dans la classe en collège et en lycée, plaçant les parents d'élèves ne souhaitant pas faire vacciner leur enfant devant un choix insupportable. Dans les écoles, il y aura fermeture de la classe en cas de Covid, mais également en cas de non-remplacement de l'enseignant absent, au nom du « non-brassage ». On se souvient que l'année dernière, cette mesure avait entraîné un colossal effet domino de fermetures de classes. C'est donc l'obligation scolaire que le ministre remet à nouveau en cause à travers son nouveau protocole avec pour corollaire la généralisation de l'enseignement à distance,

outil de destruction de l'école et du statut des enseignants. Insupportable, quand on sait que les 1 800 suppressions de poste sont maintenues à la rentrée, que des centaines de classes vont fermer et que les élèves vont continuer à être entassés dans les classes, en dépit des nombreuses mobilisations des enseignants et des parents d'élèves.

Contrôler la vaccination de leurs élèves? les trier? renvoyer chez eux les non-vaccinés? faire classe aux seuls vaccinés? C'est ce que demande le ministre aux enseignants. Garder leurs enfants à la maison ou les faire vacciner? C'est ce que demande le ministre aux parents.

Pire encore, « face aux fausses informations, les enseignants ont pour mission d'expliquer comment fonctionne le vaccin », explique le ministre dans *Le JDD*, les sommant de relayer la propagande gouvernementale et piétinant au passage leur liberté et leur mission d'enseignement. Faut-il chercher la « cohérence » de ces décisions dans la volonté du ministre de protéger l'école et les

élèves? Ou plutôt dans sa rage d'avancer plus vite dans la mise en œuvre de l'enseignement numérique à distance, en lieu et place de l'école, de l'« enseignement informel » en dehors de la classe substitué à l'« enseignement formel »? Autant de directives issues d'institutions internationales avec en toile de fond la casse du système scolaire et sa privatisation.

Après avoir porté des coups sans précédents depuis deux ans contre le baccalauréat, sous prétexte de crise sanitaire, il entend maintenant généraliser le contrôle continu et donc un bac « maison », d'une valeur différente en fonction des lycées, tournant le dos au rétablissement d'un baccalauréat national ponctuel et anonyme, revendication qui s'est largement exprimée lors des assemblées générales ou réunions de professeurs correcteurs du bac en juillet dernier, revendication

relayée par les organisations syndicales. Dès la rentrée, les classes seront donc chargées comme jamais, le remplacement des enseignants absents encore plus défaillant. Et le nouveau protocole Blanquer expulsera par milliers les enfants des classes (...).



Page 3

Le vaccin ne permet pas d'être protégé à 100 % contre le Covid-19. En revanche, le recrutement massif d'enseignants permettrait d'organiser les classes en petits effectifs et de gérer au mieux la distanciation physique. »

Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE, sur Franceinfo, ce dimanche 22 août.

Cet article a été rédigé deux jours avant les attentats de Kaboul, qui apportent une confirmation tragique de ce que nous écrivons. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

Et maintenant ?

Kaboul est tombé sans un combat. Le régime et son armée fantoche se sont effondrés immédiatement. Il est tombé dans l'indifférence générale d'une population épuisée par des décennies de guerre et par les clans mafieux.

Durant vingt ans, les Etats-Unis ont déversé en Afghanistan 2 261 milliards de dollars, amplifiant sans commune mesure la corruption du régime et de ses affidés.

La population, elle, a été jetée dans la misère. Selon la Banque mondiale, en 2007, 37 % des Afghans vivaient en dessous du seuil de pauvreté, et en 2020 ils étaient 55 %.

La guerre, durant vingt ans, a coûté officiellement la vie à 240 000 personnes dont une grande partie de civils, détruisant des villages entiers, contraignant la population à fuir.

Plusieurs millions d'Afghans sont réfugiés au Pakistan, en Iran et en Turquie. La « modernité » du régime fantoche vantée par les médias internationaux n'est vue que par le prisme de la capitale, Kaboul. La majorité des Afghans vit dans des zones rurales, montagneuses, isolées, ne bénéficiant d'aucune aide du gouvernement central, survivant grâce à la culture du pavot. Elle est conservatrice et rigoriste et ne voit pas dans les talibans quelque chose de contradictoire à leur vie. Et même elle voit dans la politique

répressive des talibans un moyen de briser l'insécurité, de chasser les voleurs et détruire le pouvoir des petits seigneurs locaux. Bien évidemment, la réaction n'est pas la même pour une partie de la population urbaine, plus éduquée, et notamment des femmes qui savent très bien ce que signifie le retour des talibans.

Le mollah Abdul Ghani Baradar, cofondateur des talibans avec le mollah Omar, a quitté son séjour luxueux au Qatar pour rentrer en Afghanistan. Dans son entourage, des déclarations de chefs talibans se sont multipliées, assurant qu'ils feraient preuve de tolérance, qu'ils n'imposeraient

pas la burqa, que les filles pourraient aller à l'école, les femmes travailler.

C'est là l'influence de leur nouveau parrain, le Qatar, qui leur apprend à mettre en avant un vernis démocratique pour discuter avec les occidentaux.

Le retour du cofondateur des talibans a officiellement pour motif de contribuer à former un gouvernement « inclusif » qui comprendra toutes les composantes de la société. Ces négociations ont commencé avec les venues pour y participer de Khalil Haqqani, considéré comme l'un des terroristes les plus recherchés par les

Etats-Unis, et surtout de Gulbuddin Hekmatyar, chef d'un groupe djihadiste distinct des talibans et appelé le « boucher de Kaboul » qui avait lourdement bombardé la ville durant la guerre civile de 1990.

Mais la situation se tend à Kaboul, les Anglais et les Allemands ont officiellement demandé un report (avec le soutien de la France) du retrait de leurs troupes, considérant qu'ils ne pouvaient assurer les évacuations avant le 31 août. Dans un premier temps, Biden n'a pas fermé la porte à cette demande. Le porte-parole des talibans a rappelé que l'accord avait été signé au 31 août et il a précisé : « C'est une ligne rouge. » Il a ajouté : « Si les Etats-Unis ou le Royaume-Uni demandent plus de temps pour poursuivre les évacuations, la réponse est non, et il y aura des conséquences. » Un porte-parole américain a assuré que les Américains pouvaient assurer l'évacuation d'ici au 31 août. Dans *Les Echos* du 24 août on peut lire : « Joe Biden a de nouveau donné des assurances sur l'évacuation des ressortissants américains, répétant que "tout Américain qui veut rentrer chez lui rentrera chez lui". Mais il est moins affirmatif sur le sort des Afghans ayant aidé les Américains – ou les alliés de l'Otan – au cours des vingt années de conflit. » A suivre. ■

« Vingt ans de guerre ont officiellement tué 240 000 Afghans. »

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

10 numéros : 12 euros

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.